Histoire et Philatélie

La Bolivie

Introduction

La Bolivie est un des deux seuls pays d'Amérique du Sud, avec le Paraguay, sans accès à la mer. Il est entouré par le Brésil au nord-est, le Paraguay au sud-est, l'Argentine au sud, le Chili au sud-ouest et le Pérou au nord-ouest.

Le pays, divisé en neuf départements, est une république, avec en fait deux capitales : Sucre, la capitale selon la constitution, et La Paz, la capitale administrative.

La Bolivie a une superficie de 1 100 000 km^2 et compte près de 12 millions d'habitants.

Carte de la Bolivie (extrait du site internet geology.com)

Toute la région occidentale du pays est occupée par "l'altiplano" un plateau longeant la cordillère des Andes. C'est une des régions habitées les plus élevées du monde, avec une altitude moyenne de 3300 mètres.

I. L'époque précolombienne (... -1538)

Depuis environ 10 000 a.C., la Bolivie était habitée par des tribus sédentaires, dont on a retrouvé des traces. Les plus importantes sont les Urús, les Chipayas et les Wankaranis. Mais la culture la plus célèbre est celle de Tiahuanaco (Tiwanaku), fondée par la tribu des Aymaras, qui vivait aux alentours du lac Titicaca.

La cité de Tiahuanaco existait déjà avant l'ère chrétienne, mais s'est fortement développée à partir du VIII^{e} siècle, comptant plus de 40 000 habitants. Son apogée se situe vers 900 p.C., et c'est de cette époque que datent la plupart des monuments, dont les vestiges très étendus ont été repris dans la liste du patrimoine mondial de l'humanité rédigée par l'UNESCO.

Les éléments les plus spectaculaires de Tiahuanaco sont le temple de Kalasasaya et la pyramide d'Akapana. Le temple est une vaste enceinte close entourée de murailles imposantes et comportant une grande et ingénieuse partie souterraine.

Près du temple se dresse la Porte du Soleil, un énorme portail de quatre mètres sur trois, découpé dans un seul bloc de pierre, pesant plus de dix tonnes. Autour nous trouvons de nombreux monolithes à figure humaine, dont les plus célèbres sont le monolithe Ponce, le monolithe Fraile et le monolithe Bennett.

1989, n° 736
Tiahuanaco, le temple de Kalasasaya

1916, n° 104

2000, n° 1069C

Le monolithe Fraile

1997, n° 957
Le monolithe Bennett

2001, n° 1102
Les monolithes Ponce et Fraile et la Porte du Soleil

Les monolithes de Tiahuanaco

1983, n° 635

1997, n° 959

1961, n° 417
Relief principal de la Porte du Soleil

1960, P.A. n°s 194/197
Tiahuanaco, la Porte du Soleil

Carte maximum de 2001 avec le timbre n° 1102
La Porte du Soleil et les monolithes Ponce et Fraile

La cité si prospère de Tiahuanaco a connu un déclin extrêmement rapide à partir de l'an 1000, et est complètement dépeuplée vers l'an 1100. La raison en est probablement un changement climatique qui s'est installé très rapidement, avec une sécheresse prolongée pendant des décennies, rendant l'approvisionnement de la ville en eau et en nourriture impossible.

À la culture de Tiahuanaco, qui s'est effondrée vers le XI[e] siècle, se succèdent plusieurs peuplades de moindre importance, qui n'ont pas laissé de traces monumentales. Il faut attendre le XV[e] siècle pour voir les Incas, alors au sommet de leur puissance, étendre leur domination sur une grande partie de l'Amérique latine, et donc aussi sur la Bolivie.

Un autre site bolivien qui fait partie de la liste de l'héritage mondial de l'humanité de l'UNESCO est le fort de Samaipata, au centre du pays, dans le département de Santa Cruz. Le nom de "fort" est inexact : c'est un énorme rocher de 20 hectares, tailladé et façonné par le peuple des Chanés vers 300 p.C., pour des raisons religieuses. Ce sont les Incas et plus tard les Espagnols qui y ont ajouté des structures défensives, d'où provient le nom de "fort".

1995, n°s 901/904
Le site précolombien de Samaipata

1991, n° 771
Le musée national archéologique de La Paz

Le musée national archéologique de La Paz, qui a été fondé en 1846 et qui est le plus vieux musée de la Bolivie, abrite un collection impressionnante de plus de 50 000 pièces des époques précolombiennes.

2000, n°s 1052/1060
Quelques-unes des pièces précolombiennes du musée national archéologique de La Paz

II. La domination espagnole (1538-1825)

La présence espagnole dans les territoires de l'actuelle Bolivie commence dans les années 1530, après la destruction brutale et rapide de l'empire inca par Francisco Pizarro en 1532.

Pizarro et ses hommes, rapidement rejoints par des renforts alléchés par la perspective de s'enrichir, s'installent au Pérou, et mettent le pays à feu et à sang pour s'approprier les fabuleux trésors d'or et d'argent des Incas.

L'associé de Pizarro, Diego de Almagro, commence vers 1535 l'exploration de la Bolivie, mais il s'estime insuffisamment récompensé et lésé dans le partage des richesses. Après un long et meurtrier conflit avec Pizarro, Almagro est exécuté en 1538. Mais le fils d'Almagro prendra sa revanche, en faisant assassiner Francisco Pizarro à Lima en 1541. Entretemps, Francisco Pizarro avait envoyé son frère Gonzalo en 1538 explorer plus à fond l'actuelle Bolivie.

Espagne, 1964, n°s 1289 & 1293
Francisco Pizarro

Espagne, 1964, n°s 1286 & 1290
Diego de Almagro

Après la mort de Francisco Pizarro, la guerre civile dévaste le Pérou, entre les partisans de la famille Pizarro (le seul frère encore en vie est Gonzalo Pizarro) et ceux de la famille Almagro.

C'est pour mettre fin à cette situation que Charles Quint signe le 20 novembre 1542 le décret instaurant la vice-royauté du Pérou. Cette vice-royauté administre pratiquement toute l'Amérique du Sud et a son siège à Lima.

Le premier vice-roi est Blasco Núñez Vela, qui, voulant assurer son autorité, se heurte dès son arrivée au Pérou en 1543 à Gonzalo Pizarro. Les mesures en faveur de la population indigène et la volonté du vice-roi d'enrayer l'avidité effrénée des conquistadors locaux engendrent une grande résistance de la part de ces derniers. Le vice-roi Blasco Núñez Vela est finalement battu et tué le 18 janvier 1546.

Son successeur est Pedro de la Gasca, qui, en supprimant les lois promulguées par son prédécesseur, s'attire la sympathie générale. Gonzalo Pizarro, de plus en plus isolé, est finalement battu et décapité le 10 avril 1548 à Cuzco.

Après sa victoire, Pedro de la Gasca pacifie son territoire, et cède son titre de vice-roi au début de 1550 à Antonio de Mendoza.

Afin de célébrer sa victoire et la paix retrouvée en 1548, Pedro de la Gasca envoie la même année Alonso de Mendoza fonder une nouvelle ville, qui devra recevoir le nom de Nuestra Señora de La Paz. Alonso de Mendoza installe cette ville près d'une cité inca, qui s'appelait Chuquiago, et que les Espagnols avaient découvert en 1535. Le nom de la ville sera raccourci plus tard pour devenir La Paz.

Espagne, 1962, n°s 1128 & 1132

1962, P.A. n° 227

Pedro de la Gasca

Espagne, 1962, n°s 1125 & 1129

1962, n° 435

Alonso de Mendoza

1991, n°s 781/782

Découverte de Chuquiago em 1535

Fondation de La Paz en 1548

1998, n° 989

450e anniversaire de la fondation de La Paz

Tiahuanaco, Puerta del Sol

La Paz, église San Franciso

La Paz, avenue Camacho

La Paz, palais du gouvernement

La Paz, palais de justice

La Paz, poste centrale

Armoiries de La Paz

Alonso de Mendoza reçoit l'ordre de fonder la ville de La Paz

Fondation de La Paz

Alonso de Mendoza
1951, n°s 309/318 & P.A. 117/126
400e anniversaire de la fondation de La Paz par Alonso de Mendoza

Avant Nuestra Señora de La Paz, d'autres villes avaient déjà été fondées, comme La Plata en 1538, qui recevra plus tard le nom de Chuquisaca avant de devenir la ville de Sucre en 1825, et Potosí en 1546.

Une autre ville importante, Santa Cruz de la Sierra, est fondée en 1561 par Ñuflo de Chaves, qui, venant d'Asunción au Paraguay, est remonté vers le nord. En 1574, c'est la ville de Cochabamba qui est fondée.

Espagne, 1961, n°s 1150 & 1154

1961, n° 419

Ñuflo de Chaves

La Bolivie - qui porte alors le nom de Haut-Pérou - est d'une importance capitale pour l'Espagne, car ce sont les inépuisables mines d'argent du Cerro Rico, dans la région de Potosí, qui ont alimenté les caisses du trésor espagnol pendant des siècles. Malheureusement, le sort des indigènes devant travailler dans les mines d'argent est peu enviable : une grande majorité ne survit pas aux travaux forcés dans les mines, à la malnutrion, aux mauvais traitements et aux maladies infectieuses apportées d'Europe par les Espagnols. Seuls quelques frères franciscains, dominicains et jésuites essaient d'adoucir le sort de ces esclaves, comme le dominicain Fray Vicente Bernedo de Potosí (1562-1619), connu comme "l'apôtre de l'altiplano".

1976, n° 551A

Fray Vicente Bernedo de Potosí

Pour mieux contrôler toute l'industrie minière et le transport de l'argent est créée en 1559 la "*Real Audiencia de Charcas"*, l'autorité judiciaire suprême dont le siège est à La Plata, qui deviendra plus tard d'abord Chuquisaca, ensuite Sucre. Cette *Real Audiencia* avait autorité sur un immense territoire qui englobe les pays actuels Bolivie, Paraguay, Uruguay, le nord de l'Argentine et du Chili et le sud du Pérou.

Au XVIII[e] siècle, l'administration de presque toute l'Amérique du Sud s'avère de plus en plus difficile pour une seule vice-royauté. Une nouvelle entité est créée en 1717, la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade, qui englobe les actuels États de la Colombie, de l'Équateur, du Panamá et du Venezuela. Cette vice-royauté fonctionnera de 1717 à 1723, de 1739 à 1810 et de 1816 à 1819. Sa capitale est Santa Fe de Bogotá.

Une deuxième division aura lieu en 1776, avec la création de la vice-royauté du Río de la Plata, dont le siège est à Buenos Aires et qui comprend les territoires actuels de l'Argentine, du Paraguay, de l'Uruguay, de la Bolivie, et d'une partie du Chili.

Malheureusement, la plupart des vice-rois n'ont été que des personnages plutôt insignifiants, devant leur nomination plus à leurs quartiers de noblesse (presque tous des marquis et des comtes) qu'à leur compétence. Leur principal souci est de s'enrichir le plus rapidement possible, et de retourner en Espagne pour y jouir de leur fortune accumulée en Amérique.

Mais aussi bien au Pérou qu'en Bolivie, les brimades et l'exploitation dont est victime la population locale de la part des Espagnols provoquent en 1780 la révolte des Indiens. Au Pérou, le meneur de l'insurrection générale est un riche créole qui prend le nom de Túpac Amaru II, se prétendant un descendant direct des derniers empereurs incas. Son mouvement révolutionnaire entraîne une vive réaction espagnole, et Túpac Amaru II est battu, torturé et écartelé à Cuzco le 18 mai 1781.

L'exemple est suivi en 1781 en Bolivie par un chef du peuple autochtone aymara, qui prend le nom de Túpac Kahari. Il est encore beaucoup plus radical que son compagnon péruvien, car il ne combat pas seulement les Espagnols, mais également les créoles (les habitants de lignée européenne nés en Amérique). Il parvient à mobiliser 40 000 Indiens qui assiègent en 1781 La Paz pendant quatre mois. Il est finalement battu, capturé, torturé et mis à mort en novembre 1781 avec son épouse, Bartolina Sisa. Il est devenu un des héros nationaux de la Bolivie.

2010, n° 1383
Túpac Kahari et son épouse Bartolina Sisa

2012, n°s 1484/1486
Túpac Kahari et son épouse Bartolina Sisa

À partir de 1800, le mécontentement s'accentue progressivement dans toute l'Amérique latine, surtout chez les indigènes et les créoles (les habitants de lignée européenne nés en Amérique). La raison est aussi bien politique qu'économique :

- L'administration et les postes lucratifs restent entièrement aux mains des Espagnols.
- Le commerce est monopolisé par l'Espagne : toute exportation des produits locaux vers des pays autres que l'Espagne est interdite.
- Les impôts augmentent, pour soutenir l'effort de guerre espagnol contre les armées napoléoniennes.

La première insurrection éclate en Bolivie en mai 1809 à Chuquisaca (l'actuelle Sucre). Ce n'est pas encore un mouvement indépendantiste, mais un acte de fidélité envers le roi d'Espagne Ferdinand VII, qui avait été destitué et remplacé par Joseph Bonaparte. L'insurrection est commandée par Bernardo Monteagudo, qui s'illustrera encore jusqu'à sa mort en 1825 aux côtés de José de San Martín, Bernardo O'Higgins et Simon Bolívar dans les combats pour la liberté en Amérique du Sud.

2008, n°s 1340/1343
Commémoration de la révolte du 25 mai 1809 à Chuquisaca

1897, n° 49

1909, n° 82

Bernardo Monteagudo, le leader de la révolte de mai 1809

Cette insurrection est rapidement réprimée, mais elle a ouvert la voie à de nouveaux affrontements, qui prennent maintenant une tournure nettement indépendantiste. Fin juillet 1809, les insurgés, commandés par Pedro Domingo Murillo, prennent le pouvoir à La Paz et y installent une junte de gouvernement, nommée la *Junta Tuitiva*, dans l'espoir de rallier tout le Haut-Pérou.

1909, n° 75
100e anniversaire de l'insurrection de juillet 1809 à La Paz

Le 27 juillet 1809, la junte promulgue un plan de gouvernement, mais les Espagnols réagissent à partir de fin août, et pendant deux mois, les affrontements sanglants entre Espagnols et insurgés se succèdent. Finalement, l'insurrection est maîtrisée, et la majorité de ses leaders sont arrêtés et pendus. Parmi eux il y a Pedro Domingo Murillo, le chef politique et militaire de l'insurrection (29 janvier 1810) et plusieurs de ses lieutenants, dont Victorio García Lanza (16 novembre 1809).

1897, n° 48

1909, n° 76
Pedro Domingo Murillo

1919, n° 81

1941, n°s 241/244
À la mémoire de Pedro Domingo Murillo

1909, n° 77
Victorio García Lanza

2009, n° 1358
200e anniversaire du début de la lutte pour l'indépendance

L'Espagne a donc gagné la première manche, mais ce sont les événements qui se déroulent à Buenos Aires à partir de 1810 qui décideront du sort de la Bolivie.

En effet, à Buenos Aires, la vice-royauté du Río de la Plata est renversée, et une junte tente d'établir son autorité sur tout le territoire de cette vice-royauté. Mais la junte n'est pas reconnue par trois territoires de la vice-royauté du Río de la Plata : le Haut-Pérou, qui deviendra la Bolivie, le Paraguay et la Bande orientale, qui deviendra l'Uruguay.

Juan José Castelli est envoyé au Haut-Pérou avec le mandat d'y instaurer un gouvernement provisoire favorable aux insurgés de Buenos Aires, mais, n'obtenant pas le soutien de la population locale, il échoue, et le 20 juin 1811, l'armée espagnole remporte à Huaqui une grande victoire et reprend toute la région. Les Espagnols restent solidement installés à Lima et contrôlent encore tout le Pérou et le Haut-Pérou.

Malgré un incroyable chaos politique en Argentine, où les juntes, les triumvirats et les directoires se succèdent et se combattent, l'armée persiste dans ses efforts pour chasser les Espagnols de tout le territoire. Le 26 mars 1812, le général argentin Manuel Belgrano reçoit le commandement de l'armée du Nord. Il remporte quelques belles victoires (Tucumán, 24 septembre 1812 et Salta, 20 février 1813), mais il ne parvient pas à déloger les Espagnols du Haut-Pérou.

1909, n° 86
Le général argentin Manuel Belgrano

Dans le Haut-Pérou même, la situation est plus que confuse. Les Espagnols y ont encore toujours le contrôle, mais partout, des leaders locaux mènent une opposition armée contre eux. Ces insurgés occupent plusieurs villes et quelques zones rurales, et y installent leur autorité dans ce que l'on nomme des "Républiquettes" *("Republiquetas")*. Il y en a plusieurs, comme La Laguna, Larecaja, Santa Cruz, Vallegrande et Porco y Chayanta. Ces états embryonnaires, gouvernés pas des guerilléros indépendantistes, n'ont que très peu de liens communs, n'envisagent aucune concertation et parfois se combattent.

La poste bolivienne a honoré par des timbres-poste certains de ces chefs de guerre, qui n'ont pas réussi à dégager leur pays de l'occupation, mais qui ont quand même rendu la vie dure aux Espagnols. Il y Miguel Betanzos, qui est à la tête de la Républiqueta de Porco y Chayanta, et José Ignacio Warnes, qui dirige celle de Santa Cruz.

1909, n° 79

1910, n° 88
Miguel Betanzos

1909, n° 80

1910, n° 87
José Ignacio Warnes

Un autre chef local de cette époque qui a eu l'honneur d'un timbre-poste est Estéban Arze. Il s'est surtout distingué en 1811-1812 dans la défense de Cochabamba, bien qu'il ne soit pas parvenu à éviter la prise et le saccage de la ville par les troupes espagnoles.

1909, n° 83

1910, n° 89
Estéban Arze

En Amérique latine, on aime à souligner le rôle que les femmes ont joué dans les combats pour la liberté contre l'oppresseur espagnol. Une de celles-ci est Vicenta Juaristi Eguino. Dès 1809, elle se met au service de la cause révolutionnaire. Elle sera plusieurs fois emprisonnée, et même condamnée à mort, n'échappant que de justesse à la potence.

1985, n° 660
Vicenta Juaristi Eguino

Une autre est Juana Azurduy de Padilla. Elle est aux côtés des révolutionnaires dès mai 1809, et participe à tous les combats en Bolivie et en Argentine de 1810 à 1825. Elle a été, avec son mari, à la direction de la Republiqueta de La Laguna. Véritable chef de guerre, elle a été nommée à titre posthume général de l'armée argentine (2009) et maréchal de l'armée bolivienne (2015).

1966, n°s 455/456

1980, n° 601

Hommage à Juana Azurduy de Padilla

Finalement, un acte héroïque d'un groupe de femmes a été commémoré par des timbres : ce sont les *"Héroïnes de la Coronilla"*. Le 27 mai 1812, une armée composée uniquement de femmes a défendu la ville de Cochabamba contre l'armée espagnole. La plupart de ces combattantes ont été massacrées sur place.

1966, n°s 449 & P.A. 246

2012, n° 1452

Hommage aux "Héroïnes de la Coronilla"

Entretemps, les choses évoluent à Buenos Aires, où le 24 mars 1816, l'indépendance officielle des "Provinces-Unies du Río de la Plata" a été proclamée. Le commandement de l'armée est donné à José de San Martín, qui, d'accord avec son ami, le Chilien Bernardo O'Higgins, crée à partir de 1816 *l'armée des Andes*, une force armée avec laquelle il veut traverser les Andes, pour attaquer les Espagnols là où ils ne s'y attendent pas. Début 1817, la traversée de la cordillère des Andes, réputée impossible, est réalisée par San Martín et son *armée des Andes*.

O'Higgins et San Martín remportent à Chacabuco le 12 février 1817 une victoire importante sur les Espagnols, et le 5 avril 1818, la victoire décisive de Maipú. Ces victoires permettent à O'Higgins de proclamer officiellement l'indépendance du Chili en 1818.

L'Argentine et le Chili étant débarrassés des Espagnols, O'Higgins et San Martín décident en 1820 de mettre sur pied une opération conjointe pour libérer le Pérou. San Martín commande les opérations sur terre, tandis que l'amiral Cochrane reçoit le commandement des opérations navales. Après quelques victoires, San Martín proclame le 28 juillet 1821 l'indépendance du Pérou.

Malheureusement, les choses évoluent moins bien dans le Haut-Pérou. En 1815, le général argentin José Rondeau s'était lancé dans une nouvelle offensive au nord, qui est un échec retentissant, et qui cause la perte définitive pour l'Argentine du Haut-Pérou, qui deviendra plus tard la Bolivie. Les forces espagnoles continueront encore à occuper le territoire bolivien pendant quelques années, malgré les actions de guérilla des chefs des "Republiquetas". Ceux-ci, avec à leur tête Eustaquio "El Moto" Méndez, le chef de la "Républiqueta" de Tarija, remportent encore une belle victoire à La Tablada le 15 avril 1817, mais ne parviennent pas à déloger les Espagnols du Haut-Pérou.

1968, P.A. n°s 259/262
150e anniversaire de la bataille de La Tablada. Eustaquio "El Moto" Méndez

1984, n°s 649/650
200e anniversaire de la naissance d'Eustaquio "El Moto" Méndez

2017, n° 1607
200e anniversaire de la bataille de La Tablada

Entretemps, la situation évolue rapidement au Pérou, que José de San Martín a quitté en septembre 1822. La situation militaire y devient dramatique, et les Espagnols menacent d'occuper à nouveau tout le pays. Affolé, le gouvernement fait appel à Simon Bolívar, qui reçoit les pleins pouvoirs politiques et militaires.

Bolívar et son principal général Antonio José de Sucre avaient conquis l'Équateur en mai-juin 1822, et Sucre avait été nommé à la tête de ce territoire, qui échappait ainsi à l'orbite du Pérou.

1897, n° 52

1909, n° 85

1912, n° 102

1931, n° 175

1975, n° 535

2013, n° 1499

1984, n°s 642A/642B

1982, n° 620

2013, n°s 1533/1534
Simon Bolívar

Bolívar, désormais officiellement dictateur du Pérou, réorganise avec Sucre l'armée locale, et le 6 août 1824, ils remportent ensemble, à Junín, la victoire sur les troupes espagnoles. Quelques mois plus tard, le 9 décembre 1824, Sucre met définitivement fin à la domination espagnole au Pérou en remportant la victoire décisive d'Ayacucho.

Cette victoire met fin à la guerre d'indépendance, et à la séculaire suprématie espagnole en Amérique du Sud.

1974, n° 527
150e anniversaire de la bataille d'Ayacucho. Silmon Bolívar

Deux hauts militaires, qui ont activement soutenu Bolívar dans sa lutte pour la libération du Pérou et de la Bolivie, ont également été honorés par un timbre-poste en Bolivie : Francisco Burdett O'Connor, d'origine irlandaise, et Otto Philipp Braun, d'origine allemande. Tous deux ont participé à la bataille d'Ayacucho, et tous deux seront des auxiliaires efficaces pendant la longue présidence d'Andrés de Santa Cruz, de 1829 à 1839.

1975, P.A. n° 337
Francisco Burdett O'Connor

2005, n° 1192
Otto Philipp Braun

Après avoir installé un embryon d'organisation administrative et judiciaire au Pérou, Bolívar quitte Lima début avril 1825, pour rejoindre Sucre qui se trouvait dans ce qui s'appelait le Haut-Pérou. Sucre y avait occupé quatre provinces qui n'appartenaient autrefois pas à la vice-royauté du Pérou, mais à celle de La Plata, et faisaient donc, de ce fait, officiellement partie de l'Argentine. Il s'agit des provinces de La Paz, Potosí, Cochabamba et Chuquisaca, toutes situées à l'est du lac Titicaca. Ces quatre provinces voulant se séparer de l'Argentine et former un État, l'indépendance y est proclamée le 6 août 1825 sous le nom de République Bolívar, qui deviendra la Bolivie.

1925, n°s 132/139
100e anniversaire de la République de Bolivie
- Les 1c. et 2c. sont des non-émis
- Le 15c. montre l'effigie de Bautista Saavedra, président de 1921 à 1925
- Le 5b. montre l'effigie d'Antonio José de Sucre

La présidence en est offerte à Bolívar, qui refuse, étant déjà officiellement président-dictateur du Pérou et président de la Grande Colombie, où le vice-président Santander gouverne en l'absence du Libertador. Bolívar offre la présidence du nouvel état à Sucre.

1897, n° 51 *1909, n° 84* *1912, n° 101* *1931, n° 174*
Antonio José de Sucre

1975, P.A. n° 328

1995, n°s 885/886

1899/1901, n°s 59/66
Antonio José de Sucre

III. De l'indépendance à la guerre du Pacifique (1825-1879)

Bolívar avait donc refusé la présidence de la Bolivie, parce que la Colombie nécessitait sa présence. Cette présidence est offerte au maréchal Sucre, qui l'exercera de 1825 à 1828. En l'honneur de ses deux libérateurs, le Haut-Pérou reçoit le nom de Bolivie et sa capitale, Chuquisaca, devient Sucre.

Sucre, qui est nommé président à vie, donne au pays en 1826 sa première constitution, qui fait de la Bolivie officiellement une république divisée en neuf départements.

Sucre doit faire face en 1828 à une invasion venant du Pérou, qui craint une trop grande influence de la Colombie dans la région et qui veut accaparer l'Équateur, qui fait encore partie de la Grande Colombie. La guerre s'engage entre la Colombie et le Pérou, et en 1828, Sucre quitte la Bolivie pour la Colombie, afin d'y soutenir Bolívar qui voit s'écrouler son rêve d'une grande fédération latino-américaine. Bolívar, déçu et rempli d'amertume, donne sa démission en mai 1830. Sucre essaie encore de rassembler les partisans des idées de Bolívar, mais il est assassiné le 4 juin 1830. Bolívar lui-même meurt quelques mois plus tard, le 17 décembre 1830.

Sucre, lors de son départ en 1828, avait cédé la présidence de la Bolivie au général José María Pérez de Urdininea, qui est déjà contraint de démissionner après trois mois. Finalement, c'est le général Andrés de Santa Cruz qui prend le pouvoir en 1829, et qui restera à la tête de la Bolivie jusqu'en 1839.

Santa Cruz avait d'abord été officier dans l'armée espagnole, avant de se rallier à San Martín et à Bolívar. Il a même été en 1827 un président éphémère du Pérou, succédant à Bolívar, qui était parti pour restaurer l'unité de la Grande Colombie.

Santa Cruz se fait nommer président à vie, et gouverne le pays pendant dix ans en dictateur. Son "règne" est cependant extrêmement bénéfique pour le pays, car Sant Cruz est un excellent administrateur : il pacifie le pays, réorganise l'armée, assainit les finances et développe l'économie et l'éducation.

2015, n° 1583

1901, n° 71

1912, Michel n° A97

Andrés de Santa Cruz

1975, P.A. n° 327

Mais Santa Cruz est impliqué dans le chaos politique qui sévit au Pérou, ou trois généraux se disputent le pouvoir : le président élu Orbegoso, Felipe Santiago Salaverry qui prend le pouvoir en 1835, et l'ancien président Agustín Gamarra, qui rêve d'annexer la Bolivie au Pérou.

Orbegoso demande l'aide de Santa Cruz, qui en profite pour envahir le Pérou, d'abord battre et faire exécuter Salaverry, avant de se retourner contre son ancien allié Gamarra, qu'il bat à son tour. Il réalise alors son rêve de réunir la Bolivie et le Pérou, et il crée en 1836 la *Confédération péruvio-bolivienne*, qui contient trois composantes : l'État nord-péruvien, l'État sud-péruvien et la Bolivie. Chacune de ces trois composantes a son propre président et son propre gouvernement, mais c'est Santa Cruz qui détient le véritable pouvoir, avec le titre de *Protecteur de la Confédération*.

Mais le Chili et l'Argentine voient en cette Confédération une menace, et lui déclarent la guerre. Santa Cruz est battu à la bataille de Yungay, le 20 janvier 1839. C'est la fin de la Confédération, et Agustín Gamarra, qui avait déjà été président de 1829 à 1833, reprend la présidence "normale" du Pérou en 1839. Cette défaite signifie aussi la fin de la présidence bolivienne de Santa Cruz, qui s'enfuit en Équateur.

1966, n°s 442/445 & P.A. 235/238
100e anniversaire de la mort d'Andrés de Santa Cruz

La fuite de Santa Cruz est suivie par une période de chaos, dont profite le président péruvien Gamarra pour prendre sa revanche et envahir à son tour la Bolivie. Mais il est battu par le général bolivien José Ballivián à la bataille d'Ingavi, le 18 novembre 1841. Il perd la vie dans cette bataille.

1942, n°s 245/251
100e anniversaire de la bataille d'Ingavi

1992, n° 803
150e anniversaire de la bataille d'Ingavi

En récompense de cette victoire, José Ballivián reçoit la présidence de la Bolivie, qu'il occupera jusque fin 1847. Sa présidence est une des rares périodes de stabilité et de calme en Bolivie. Il encourage l'agriculture et le commerce, et il stimule la colonisation de la savanne de Beni, dont il fait un département à part entière.

Il est cependant renversé fin 1847 par le général Manuel Belzú, dont il avait courtisé l'épouse…

1943, n°s 259/263 & P.A. n°s 63/67
100e anniversaire de la fondation de département de Beni par le président José Ballivián

1897, n° 50

1904, n° 70

1912, n° 100

1975, P.A. n° 333

Le président José Ballivián

Les trois décennies qui suivent sont catastrophiques pour la Bolivie. C'est *"l'ère des caudillos"* où les présidents qui se succèdent à un rythme rapide arrivent à la charge suprême par un coup d'État et sont renversés de la même manière.

Manuel Belzú (1848-1855) essaie de se concilier les bonnes grâces de la population rurale indienne en leur accordant des privilèges au détriment de l'aristocratie et des grands propriétaires fonciers. Il doit faire face, pendant sa présidence de sept années, à… 42 tentatives de coups d'État.

Ses successeurs (Jorge Córdova,1855-1857, José María Linares, 1857-1861, José María de Achá, 1861-1864, Mariano Melgarejo, 1864-1871 et Agustín Morales, 1871-1872) sont des personnages cupides, corrompus, incapables et parfois des meurtriers : Achá fait assassiner l'ancien président Córdova et laisse massacrer sans srupules des centaines de ses opposants. Melgarejo est le pire de tous : sachant à peine lire et écrire, d'une incompétence notoire, il instaure un régime de terreur dont les seuls à profiter sont les grands propriétaires fonciers et les directeurs des mines d'argent. Il tue de ses propres mains l'ancien président Belzú qu'il avait invité soi-disant pour lui confier le pouvoir… Melgarejo est assassiné à son tour à Lima en 1871, et son successeur Morales est en 1872 assassiné par son neveu.

Le seul à être commémoré par un timbre-poste est José María Linares, président de 1857 à 1861. Il est le premier civil à accéder à la présidence, et la première période de sa présidence est honnête et énergique. Mais il sombre ensuite dans les mêmes défauts et instaure un régime dictatorial, ne parvenant à se maintenir au pouvoir que par la force et les armes, avant d'être renversé en 1861.

1897, n° 47

1975, n° 542

Le président José María Linares

Exceptionnellement, la Bolivie connaît alors deux présidents honnêtes et intègres, Adolfo Ballivián et Tomás Frías. Adolfo Ballivián est le fils de l'ancien président José Ballivián. Il essaie de redresser le pays tout en respectant la démocratie, mais il meurt le 14 février 1874 d'un cancer de l'estomac, après seulement neuf mois de présidence. Il n'avait que 42 ans.

Son successeur, Tomás Frías Ametller, est tout aussi intègre et respectueux de la constitution et des lois. Il signe malheureusement un traité avec le Chili, qui est entièrement à l'avantage de ce dernier pays, et qui entraînera une guerre quelques années plus tard. Il est à son tour renversé par un caudillo aussi incapable que Melgarejo, Hilarión Daza.

1901, n° 67

1912, n° 96

Le président Adolfo Ballivián

1897, n° 46

1912, n° 99

Le président Tomás Frías

1975, n° 537

Le président Tomás Frías

IV. La guerre du Pacifique (1879-1883)

La guerre du Pacifique, qui va s'avérer funeste pour la Bolivie, commence en 1879. Elle oppose le Chili à la coalition du Pérou et de la Bolivie.

Il y a deux causes à cette guerre :

- Une cause économique : la découverte de précieux gisements de salpêtre (nitrate) dans le désert d'Atacama. Ce territoire était officiellement bolivien, mais les investissements dans l'exploitation du nitrate venaient du Chili.
- Une cause politique : afin de se rendre plus populaire, le nouveau président de la Bolivie, Hilarión Daza, essaie d'éliminer les entreprises chiliennes dans son pays, en leur imposant des taxes de plus en plus hautes, en contradiction avec le traité signé par son prédécesseur Frías.

Les forces chiliennes commencent par occuper le 14 février 1879 le port d'Antofagasta, le seul port important du mince accès à la mer que possédait la Bolivie. En réponse à cette attaque, la Bolivie commence début mars par expulser tous les résidents chiliens de son territoire, rapidement suivi par le Pérou qui est lié à la Bolivie par un traité d'alliance défensive depuis 1873. Plus de 40 000 Chiliens sont ainsi immédiatement expulsés, avec confiscation de leurs biens.

Le 5 avril 1879, le Chili déclare la guerre au Pérou et à la Bolivie. La guerre se déroule sur mer et sur terre. Les grandes batailles navales sont celles d'Iquique, le 21 mai 1879 et celle d'Angamos, le 8 octobre 1879. La marine chilienne, très bien commandée par Juan José Latorre, sort victorieuse de la guerre navale.

Chili, 1979, n°s 514/516

Punta Gruesa *Iquique* *Angamos*

100e anniversaire des victoires navales chiliennes en 1879, dans la guerre du Pacifique

Sur terre également, la victoire chilienne est totale. Il y a d'abord la campagne victorieuse de Tarapacá, dans le désert d'Atacama, en 1879, suivie de la victoire de Morro de Arica (7 juin 1880), qui permet à l'armée chilienne de s'emparer en 1881 de Lima.

La Bolivie est déjà écrasée en 1879, causant la chute du président Daza, tandis que le Pérou continue la lutte jusqu'en 1881, avec même des combats d'arrière-garde jusqu'en 1883.

1901, n° 1206

Souvenir de la guerre du Pacifique

Il est assez rare de voir un pays commémorer sa défaite avec un timbre…

Finalement, le bilan militaire, aussi bien sur terre que sur mer, est catastrophique pour la Bolivie et le Pérou. La paix revient le 20 octobre 1883 par le traité d'Ancón, qui donne au Chili le territoire de Tarapacá, riche en salpêtre, et quelques territoires péruviens, surtout les provinces de Tacna et d'Arica. Le Chili gagne 200 000 km^2, dont 125 000 au détriment de la Bolivie. La conséquence la plus importante pour la Bolivie est la perte de son accès à la mer.

1979, n°s 581/583
100e anniversaire de la perte du littoral bolivien

Antofagasta, le port bolivien perdu

Femme enchaînée

Eduardo Abaroa, héros de la guerre

Ancienne carte de la Bolivie

Armoiries du département perdu

1979, n°s 587/591
100e anniversaire de la perte du littoral bolivien

La Bolivie n'a que peu de gloire à tirer de cette guerre. Mal équipée, mal encadrée, ne disposant que d'un armement désuet, elle ne faisait pas le poids face au Chili. Ni la marine, ni l'armée n'ont su opposer une résistance valable, et dès novembre 1879, la guerre est terminée pour la Bolivie. Le pays n'a pas beaucoup de héros de cette guerre à commémorer. Une seule exception : Eduardo Abaroa, qui, le 23 mars 1879, assiégé dans la ville de Calama et se trouvant dans une situation désespérée, préfère mourir sur place plutôt que de se rendre.

1931, n° 170
Eduardo Abaroa

1952, n°s 332/337 & P.A. 134/139
Mort d'Eduardo Abaroa

Malgré le traité d'Ancón de 1883, il faudra attendre jusqu'en 1904 pour voir s'installer une paix définitive entre le Chili et la Bolivie, avec la signature d'un nouveau traité. La Bolivie espère cependant encore toujours récupérer dans l'avenir son accès à la mer…

V. De la guerre du Pacifique à la guerre du Chaco (1883-1932)

Après la guerre, qui a causé pour la Bolivie la perte définitive de son accès à la mer, deux tendances politiques se dessinent dans le pays. Il y a d'un côté le Parti conservateur, fondé en 1880 par Mariano Baptista, qui sera président de 1892 à 1896. Ce parti, noyauté par les directions des mines d'argent, demande une paix immédiate avec le Chili et la construction d'un chemin de fer pour pouvoir continuer à exporter les produits miniers vers les ports qui sont maintenant chiliens. Les Conservateurs veulent un pays unifié, et le catholicisme comme religion d'État.

De l'autre côté, il y a le Parti libéral, fondé en 1883 par le général Eliodoro Camacho, qui n'avait pas digéré la défaite bolivienne dans la guerre. Ce parti refuse une paix définitive avec le Chili, et veut un État fédéral et séculier.

1901, n°68

1912, n° 97

Eliodoro Camacho, le fondateur du Parti libéral

Le Parti conservateur cherche à développer l'économie en se basant sur les capitaux chiliens et britanniques, tandis que le Parti libéral se tourne plutôt vers les États-Unis.

Malgré leurs divergences, la Bolivie suivra de 1880 à 1920 une voie démocratique et connaîtra pendant quatre décennies une relative stabilité, avec une amélioration de l'économie et des finances, un développement de l'éducation et une modernisation des infrastructures. La Bolivie reste cependant un pays majoritairement rural, avec une population indienne qui n'a pas voix au chapitre.

Les cinq premiers présidents de l'après-guerre sont tous des membres du Parti conservateur : Narciso Campero (1880-1884), Gregorio Pacheco (1884-1888), Aniceto Arce (1888-1892), Mariano Baptista (1892-1896) et Severo Fernández (1896-1899).

1901, n° 69

1912, n° 98

Le président Narciso Campero

1975, n° 539

Le président Aniceto Arce

1935, n° 189

Le président Mariano Baptista

Mais l'usure du pouvoir se fait sentir chez les Conservateurs après vingt ans de pouvoir, et en 1899 les Libéraux sentent le moment venu pour agir.

En 1899, une véritable guerre civile éclate en Bolivie, nommée la "Révolution fédérale", entre le Parti conservateur et le Parti libéral. Le Parti conservateur est noyauté par les barons des mines d'argent de Potosí et par les grands propriétaires fonciers de Sucre. C'est à Sucre que siège le président conservateur Fernández.

Mais les mines d'étain, situées autour de La Paz, ont pris un incroyable essor, et les directeurs de ces mines, qui noyautent le Parti libéral, veulent que La Paz devienne la capitale. Une véritable guerre civile s'ensuit, où les Libéraux sont victorieux. Le libéral José Manuel Pando devient président, une présidence que le Parti libéral va garder pendant vingt ans, avec successivement José Manuel Pando (1899-1904), Ismael Montes (1904-1909 et 1913-1917), Eliodoro Villazón (1909-1913) et José Gutiérrez Guerra (1917-1920).

Concernant la capitale, un compromis est finalement trouvé : Sucre reste la capitale officielle, mais le siège du gouvernement est transféré à La Paz.

1975, n° 541
Le président José Manuel Pando

1909, n° 78

1975, n° 538
Le président Ismael Montes

Le Parti libéral avait obtenu la victoire grâce à l'aide massive de la population rurale indienne, à laquelle il avait promis monts et merveilles. Aucune de ces promesses ne fut tenue par les présidents Pando et Montes, laissant la population indienne dans la misère. Cela provoque de nombreux soulèvements de ces "campesinos", qui sont tous durement réprimés.

La chance du Parti libéral est de voir une croissance énorme de la demande d'étain dans le monde, et la Bolivie devient entre 1900 et 1920 le premier fournisseur mondial de ce minerai, ce qui rend l'économie florissante et permet d'assainir les finances. Mais ce boom de la production d'étain, concentrée autour de La Paz, a aussi un revers : une importante partie de la population rurale quitte les champs pour aller travailler dans ces mines d'étain, et forme rapidement autour de La Paz un prolétariat qui fonde à partir de 1912 des syndicats et organise régulièrement des grèves.

Pendant la présidence de Pando (1899-1903) se déroule la "guerre de l'Acre", un conflit frontalier entre le Brésil et la Bolivie. Acre était officiellement un territoire bolivien, mais de nombreux Brésiliens s'y étaient installés comme planteurs d'hévéas, pour la récolte du caoutchouc. Ils avaient depuis 1899 fait plusieurs efforts pour se soustraire à l'autorité bolivienne en proclamant la "République d'Acre", et le conflit dégénère vers une mini-guerre entre la Bolivie et le Brésil.

Le traité de Petrópolis, signé le 11 novembre 1903, met fin à ce conflit : le Brésil reçoit le territoire d'Acre en échange d'autres portions de territoire, d'un payement d'une forte somme et de la promesse de construction d'un chemin de fer entre le Brésil et la Bolivie.

2003, n°s 1151/1152
100e anniversaire de la "guerre de l'Acre"

À partir de 1915, le Parti libéral doit faire face à une sécession d'un certain nombre de ses membres, qui jugent la présidence et le gouvernement libéral trop peu efficace face à la crise de l'exportation des minerais causée par la première guerre mondiale. Les mécontents, avec à leur tête l'ancien président Pando, fondent en 1915 un troisième parti, le Parti républicain. Pando, le chef ce nouveau parti, est assassiné à La Paz en juin 1917, et l'on suppose que les leaders du Parti libéral ne sont pas étrangers à ce meurtre.

Les Libéraux parviennent encore, avec José Gutiérrez Guerra, à gagner les élections de 1917, mais c'est un membre du jeune Parti républicain, Bautista Saavedra, qui accède à la présidence en 1920.

Trois présidents du Parti républicain vont se succéder : Bautista Saavedra (1921-1925), Hernando Siles Reyes (1926-1930) et Daniel Salamanca Urey (1931-1934). Ils seront confrontés à une chute de la production, de la demande et des prix de l'étain, et seront durement touchés par la crise économique mondiale qui commence en 1929. Le déclin économique rend le pays de plus en plus tributaire des États-Unis, mais provoque également une agitation sociale de plus en plus violente chez la population rurale indienne et chez les prolétaires des villes.

1975, n° 540
Le président Bautista Saavedra

1928, n° 162

1937, n° 212

1982, n° 627

Le président Hernando Siles Reyes

Cette agitation sociale culmine en 1930, suivie d'une répression de plus en plus violente, parfois accompagnée de véritables massacres, contre les meneurs de cette agitation.

En juin 1930 a lieu une manifestation des Indiens, des prolétaires et des étudiants, à laquelle se joint une partie de l'armée. Siles est contraint de démissionner et est exilé au Chili.

1931, n°s 176/177
Premier anniversaire de l'insurrection populaire de juin 1930

Une junte militaire prend alors le pouvoir, et donne en 1931 la présidence à Daniel Salamanca Urey. Celui-ci est contraint de suivre une politique d'austérité, ce qui ne le rend pas populaire. Il essaie de redorer son blason en lançant la guerre du Chaco contre son voisin, le Paraguay, mais la déroute bolivienne dans cette guerre provoque son renversement en 1934 et son remplacement par son vice-président José Luis Tejada.

Le premier fait d'armes de la guerre du Chaco est l'attaque par l'armée paraguayenne du fort Boquerón, en septembre 1932. C'est une victoire du Paraguay, sans conséquences directes, mais c'est le début d'une guerre qui sera effroyable pour les deux camps.

1994, n° 876
L'héroïque défense du fort Boquerón par les troupes boliviennes

VI. La guerre du Chaco (1932-1935)

Le “Chaco” est un territoire grand comme la moitié de la France. Il a la forme d’un triangle, dont la pointe est Asunción, la capitale du Paraguay, et les deux côtés les fleuves Paraguay et Pilcomayo. C’est un plateau d’une désolante monotonie, qui présente cependant un contraste singulier : malgré une végétation abondante, l’on n’y trouve pratiquement pas d’eau potable. Le climat y est chaud, humide et très malsain.

Carte actuelle du Paraguay et de la Bolivie, avec le territoire du Chaco

Le Chaco faisait officiellement partie du Paraguay. Malgré son absence d’intérêt économique évident, il a été l’enjeu d’une guerre sans merci entre la Bolivie et le Paraguay, dans les années 30 du XX^{e} siècle. Pourquoi une guerreacharnée pour une région si inhospitalière ? La raison en est double :

- L’on a longtemps supposé que le sol du Chaco regorgeait de pétrole. D’un côté, la *Standard Oil* (Esso) soutient la Bolivie, tandis que de l’autre côté, la *Royal Dutch* (Shell) choisit le camp du Paraguay. Les forages américains qui auront lieu plus tard n’ont cependant jamais décelé la moindre goutte de pétrole...

- La raison principale est cependant d’ordre géographique : la Bolivie, voisine du Paraguay et située au nord-ouest du Chaco, cherche à tout prix un débouché vers la mer, après la perte de son unique accès à l’océan Pacifique. Cet océan étant devenu inaccessible, la Bolivie espère plutôt atteindre l’océan Atlantique, par la voie du fleuve Paraguay, qui se jette dans le río de la Plata. Mais pour cela, il fallait posséder le Chaco...

Le problème des frontières du Chaco se posait déjà depuis le XIX^{e} siècle entre l’Argentine, la Bolivie et le Paraguay. Un arbitrage du président américain Rutherford Hayes avait déjà été favorable au Paraguay en 1878. D’interminables négociations avaient plus tard engendré des traités et des conventions en 1879, 1887, 1894, 1897 et 1907.

Paraguay, 1928, n°s 290/291
Arbitrage du président américain Hayes sur le Chaco en 1878

Vers 1932, la Bolivie estime le moment venu pour annexer le Chaco, et obtenir ainsi sa voie longuement attendue vers l'océan Atlantique. La Bolivie ne s'attend pas à une grande résistance de la part du Paraguay : le pays est sorti terriblement affaibli d'une suite ininterrompue de coups d'État et de guerre civiles.

Initialement, il n'y a au Chaco que quelques garnisons défensives paraguayennes, et les Boliviens avaient depuis 1928 grignoté du terrain vers le sud et vers l'est. Début 1932, ils contrôlent pratiquement la moitié du Chaco, sans véritables faits de guerre.

Ce sont cependant des timbres-poste qui ont causé le déclenchement d'une véritable guerre.

- En 1928, la Bolivie émet un premier timbre, représentant la carte du pays, mais où le Chaco entier est considéré comme territoire bolivien. La mention ne laisse subsister aucun doute : "Chaco Boliviano".

1928, n° 163
Premier timbre bolivien avec la carte du pays et la mention "Chaco Boliviano"

- En 1930, 1932, 1933 et jusqu'au 1er février 1935, la Bolivie persiste dans cette provocation : toujours la même mention "Chaco Boliviano".

1930, n°s 171/173

1935, n°s 190/203 & P.A. 19/28
Même carte de la Bolivie, avec la mention "Chaco Boliviano"

Il est évident que le Paraguay ne pouvait pas tolérer cet affront. Déjà en 1924, le pays avait émis des timbres représentant la carte du Paraguay, mais il avait eu la délicatesse de ne pas indiquer les frontières.

Mais de 1927 à 1935, le Paraguay émet à son tour régulièrement de nouveaux timbres, cette fois-ci avec des frontières bien marquées et la mention "Chaco Paraguayo".

1927-1935, n°s 272, 278, 279 & 306
Carte du Paraguay, avec des frontières bien marquées et la mention "Chaco Paraguayo"

Mais en 1932, le Paraguay va encore plus loin : en réponse à la provocation bolivienne, il émet des timbres avec une carte détaillée du Chaco, comprenant l'affirmation : *"El Chaco Boreal ha sido, es, y será del Paraguay"*. C'est la goutte qui fait déborder le vase, et la guerre commence pendant l'été 1932.

(c = campaña)

Paraguay, 1932-1935, n°s 333/337
Carte géographique avec la mention "Chaco Paraguayo".
Le texte ne laisse plus planer de doute : "El Chaco Boreal ha sido, es, y será del Paraguay"

Dans les deux pays, la propagande ne s'effectue pas seulement avec des timbres-poste, mais aussi avec des slogans repris dans les affranchissements et avec des vignettes patriotiques.
Il y par exemple le cachet d'oblitération bolivien :

El Chaco Boreal
es y será siempre de Bolivia
is and will always be Bolivian
est et sera toujours bolivien
ist und wird immer Bolivien sein

Bolivie, 1935, lettre bolivienne de poste aérienne,
avec le cachet de propagande en quatre langues

Le Paraguay préfère effectuer sa propagande avec des vignettes nationalistes, émises par la *Legión Civil Extranjera*, dont le texte souligne les droits du pays sur le Chaco.

La propagande à coup de timbres, de cachets et de vignettes s'est poursuivie pendant toute la guerre. Les militaires paraguayens disposent d'enveloppes en franchise postale, dont le devant mentionne le fait que la Bolivie avait déjà officiellement renoncé au Chaco depuis 1879.

Les puissances occidentales européennes suivent ce conflit avec grand intérêt, parce que d'une part, le chef d'état-major de l'armée bolivienne est le colonel allemand Hans Kundt, tandis que d'autre part, le chef d'état-major de l'armée paraguayenne est José Félix Estigarribia, qui a reçu son instruction militaire en France et en Afrique du Nord, et qui a été un élève du maréchal Foch.

Estigarribia, après une courte période de disgrâce, sera élu plus tard à la présidence du Paraguay, en 1939, mais il mourra le 7 septembre 1940 dans un accident d'avion.

2014, n° 3168
José Félix Estigarribia

Tout le monde croit que l'armée bolivienne, moderne et bien équipée, ne fera qu'un bouchée du Paraguay, qui ne dispose que d'un armement périmé et de qualité très médiocre.

Mais le Paraguay dispose, malgré sa nette infériorité en effectifs et en matériel, de certains atouts qui sont fortement sous-estimés par la Bolivie :

- Une incroyable capacité d'adaptation au terrain, avec une résistance tenace contre la chaleur et l'absence d'eau potable. Hans Kundt a nettement négligé cet aspect.
- Une très forte compétence tactique de la part de l'état-major paraguayen, en premier lieu de José Estigarribia.

Contre toute attente, le Paraguay joue le rôle de David contre Goliath. Une offensive de grande envergure est rapidement couronnée de succès, et les Paraguayens, profitant au maximum de leur connaissance du terrain, infligent en 1933 quelques sévères défaites à la Bolivie.

Suite à ces défaites, l'Allemand Kundt est limogé en Bolivie et remplacé par Enrique Peñaranda. Sous le commandement de celui-ci, la Bolivie reprend l'offensive. Les deux armées vont jusqu'à l'extrême limite de leurs forces, mais en décembre 1934, le Paraguay obtient la victoire décisive dans la bataille de Cañada el Carmen.

Une première tentative pour trouver une solution par voie diplomatique à ce conflit se déroule à la septième "Conferencia Internacional Americana", tenue à Montevideo (Uruguay) du 3 au 26 décembre 1933. Cette tentative se solde par un échec, et le compte-rendu final se limite à des "conseils" et des "avis".

Finalement, il faut attendre le 12 juin 1935 pour qu'un armistice soit signé à Buenos Aires, en Argentine, surtout grâce aux efforts du ministre argentin des Affaires étrangères Carlos Saavedra Lamas, à qui est attribué en 1936 le prix Nobel de la Paix pour sa médiation dans le conflit entre le Paraguay et la Bolivie.

Argentine, 1976, n° 1061
Carlos Saavedra Lamas

Ensuite, après trois années de négociations pénibles, un traité de paix est signé à Buenos Aires le 21 juillet 1938. Ce traité confirme que la plus grande partie du Chaco appartient définitivement au Paraguay, mais la Bolivie obtient son accès à l'océan Atlantique en recevant la libre circulation navale sur le fleuve Paraguay. Une guerre pour rien...

Le Paraguay est donc contre toute attente le vainqueur final de cette guerre, qui a fait plus de 150 000 victimes. Plus que les armes, ce sont la faim, la soif, les privations, les maladies, les infections et le paludisme qui ont coûté la vie à tant de pauvres gens.

Il est évident que la Paraguay ne néglige pas d'émettre de très nombreux timbres pour commémorer cette victoire et cette paix avantageuse.

Paraguay, 1939, P.A. n° 114
Premier anniversaire de la paix du Chaco, signée en 1938 à Buenos Aires
Carte du Paraguay où le doute n'est plus permis : "Chaco Paraguayo"

Il est normal que le nombre de timbres commémorant le conflit et la paix du Chaco soit nettement plus restreint en Bolivie : une surcharge en 1966, et une paire de timbres en 1991 et 1995.

1966, P.A. n° 244

1991, n° 774

1995, n° 895

25e , 56e et 60e anniversaire de la paix du Chaco

Ce n'est qu'à partir de la fin du XXe siècle que des commémorations communes ont lieu entre les deux pays.

Une première exposition philatélique commune "Paz del Chaco" a lieu à Asunción en 1999, une deuxième à La Paz en 2001 et une troisième en 2007, de nouveau à Asunción.

Paraguay, 1999, n° 2782
Surcharge pour l'exposition philatélique "Paz del Chaco" à Asunción en 1999

Paraguay, 2001, n°s 2826A/2826B
Exposition philatélique "Paz del Chaco" à La Paz, en Bolivie, du 13 au 21 juillet 2001

Paraguay, 2007, n°s 2980/2981
Exposition philatélique commune Bolivie-Paraguay "Paz del Chaco '07", à Asunción en 2007

Entier postal roumain de 2001 pour l'exposition philatélique "Paz del Chaco" à La Paz, en Bolivie, du 13 au 21 juillet 2001

Des timbres-poste sont à l'origine d'une guerre atroce, mais il est cependant réjouissant de constater que la réconciliation se fait par l'entremise d'expositions philatéliques communes.

VII. La Bolivie moderne (1935-...)

La défaite bolivienne dans la guerre du Chaco a d'importantes conséquences politiques : le président Tejada est renversé par un groupe de jeunes officiers convaincus que la défaite est due à l'incompétence politique et non à l'incurie de l'armée. Une junte militaire, commandée par David Toro, prend le pouvoir en 1936.

Toro est coincé entre les mouvements de gauche, vers lesquels va sa sympathie, et les grands trusts industriels, qui gardent un grand pouvoir. Il nationalise toutes les entreprises boliviennes de la Standard Oil, mais, ne parvenant pas à redresser le pays malgré sa bonne volonté, il est obligé de céder sa place en 1937 à Germán Busch.

Busch, d'un tempérament volcanique et passionnel, et plus radical que son prédécesseur, veut à tout prix modifier la société de son pays, la rendant plus juste et plus sociale. Il nomme sa politique le *"Socialisme militaire"* et promulgue une nouvelle constitution qui contient tous les éléments de sa vision sur ce que la société bolivienne doit devenir, avec la mainmise du gouvernement sur les relations sociales et sur l'économie. Mais, constamment contrecarré par les groupes conservateurs, Busch se suicide le 23 août 1939.

1966, n° 451
25e anniversaire du gouvernement Busch
(Émis avec quatre années de retard !)

1971, n° 499
Le président Germán Busch

1975, P.A. n° 332

Le successeur de Busch, Enrique Peñaranda, qui avait été le chef d'état-major de l'armée bolivienne pendant la guerre du Chaco, est le nouveau président de 1940 à 1943. Il essaie de freiner les réformes introduites par Busch, mais cela ne fait qu'accentuer le clivage en Bolivie entre une droite conservatrice et une gauche qui va du centre-gauche socialiste jusqu'à une extrême-gauche agressive.

Le parti qui regroupe le plus les opposants est le *Movimiento Nacionalista Revolucionario* (MRP), fondé en 1941. L'opposition, soutenue par l'armée, parvient fin 1943 à renverser Peñaranda, et le major Gualberto Villaroel devient le nouveau président. Dès son accession à la présidence, il reprend la politique de Busch, avec des mesures pour plus d'égalité sociale pour les prolétaires des villes et la population indienne rurale. En faveur de ces derniers, il abolit le servage (le travail obligatoire des *campesino*s pour les grands propriétaires fonciers).

1944, n°s 271/276 & P.A. 73/76
Premier anniversaire de la révolution de décembre 1943

1968, n°s 470/474 & P.A. 265/269
Le président Gualberto Villaroel

1996, n°s 907A/907B
50e anniversaire de l'abolition du servage

1966, n° 452

1975, P.A. n° 329

20e et 25e anniversaire du gouvernement Villaroel
(Le timbre de 1966 est émis avec trois ans de retard, celui de 1975 avec… sept ans de retard !)

Malgré tous ses efforts, Villaroel ne parvient à son tour pas à vaincre les forces conservatrices, qui ont le soutien des États-Unis. Il est renversé et assassiné le 21 juillet 1946.

Malgré certaines sympathies pour le fascisme et le nazisme, qui le situent sur la même longueur d'ondes que Juan Perón en Argentine, il est sans conteste un des meilleurs présidents que le pays ait connu.

1975, P.A. n° 331
Le président Gualbertro Villaroel

1971, P.A. n° 292
25e anniversaire de l'assassinat
du président Villaroel, le 21 juillet 1946

La révolution de 1946 est commémorée par des timbres-poste, mais elle inaugure une période de six années où les forces conservatrices sont au pouvoir, avec le soutien de l'armée et des États-Unis, mais où l'opposition devient de plus en plus virulente, essayant plusieurs fois sans succès entre 1946 et 1952 de renverser le pouvoir par des insurrections populaires qui sont toujours durement réprimées.

1947, n°s 285/290 & P.A. 90/94
Premier anniversaire de la révolution du 26 juillet 1946

Le gouvernement a même le culot d'émettre un timbre en 1950, pour commémorer le premier anniversaire de la répression impitoyable d'une insurrection populaire en 1949. La surcharge est plus que cynique : *"Triunfo de la Democracia - 24 de Sept. 49"*.

1950, P.A. n° 107
Premier anniversaire du… retour à la démocratie (sic)

En 1952 survient l'inévitable insurrection, qui balaie le régime conservateur. Cette insurrection, qui reçoit le nom de "Révolution nationale bolivienne", met Victor Paz Estenssoro, qui avait déjà été ministre sous Villaroel, à la tête de l'État. Estenssoro assumera trois fois la présidence : de 1952 à 1956, de 1960 à 1964 et de 1985 à 1989. De 1956 à 1960, il y aura l'intermède de Hernán Siles Zuazo, qui suit exactement le même programme.

1953, n°s 343/348 & P.A. 146/150
Premier anniversaire de la Révolution nationale bolivienne de 1952
Les présidents Villaroel et Estenssoro, et Hernán Siles Zuazo, alors vice-président

1894, n° 877 *1975, n° 536*
Le président Victor Paz Estenssoro

1953, P.A. n°s 151/152
Premier anniversaire de la Révolution nationale bolivienne de 1952

1963, n°s 439/441 & P.A. 232/234
Dixième anniversaire de la Révolution nationale bolivienne de 1952

Les premières mesures prises par le gouvernement Estenssoro après 1952 vont toutes dans le sens des réformes entamées par Busch et Villaroel, mais elles connaissent un meilleur résultat, car elles bénéficient d'un soutien populaire nettement plus large.

Les mesures les plus importantes sont :

- Introduction du suffrage universel.
- Le contrôle sévère des activités de l'armée.
- La nationalisation de toute l'économie minière et de l'industrie pétrolière .
- Une importante réforme agraire en faveur de la population rurale.

1953, n°s 349/350
La nationalisation des mines

1953, n°s 353/354
La réforme agraire

1955, n°s 355/359 & P.A. 159/163
Nationalisation de l'industrie pétrolière

1954, P.A. n°s 155/158
Premier anniversaire de la réforme agraire

1966, P.A. n° 245
12e anniversaire de la réforme agraire

Ces mesures sociales ont évidemment des répercussions économiques, avec une très haute inflation, la chute du peso bolivien et une dépendance accrue envers les États-Unis. Il n'est pas étonnant que les classes moyennes et les conservateurs commencent à manifester de plus en plus ouvertement leur mécontentement.

Estenssoro est renversé par un coup militaire et part en exil. Le coup d'État est perpétré par le vice-président René Barrientos et le commandant de l'armée Alfredo Ovando, qui vont s'alterner au pouvoir entre 1964 et 1970 et même exercer une courte co-présidence de 1965 à 1966. Barrientos meurt dans un accident d'hélicoptère le 24 avril 1969.

1966, n°s 457/458 & P.A. 252/253
Coprésidence de René Barrientos et Alfredo Ovando

1975, P.A. n° 330
René Barrientos

1970, n° 495 & P.A. 290
Alfredo Ovando

Ovando est à son tour remplacé en 1970 par Juan José Torres, dont la présidence est chaotique et qui est renversé en 1971 par Hugo Banzer. Celui-ci parvient à se maintenir au pouvoir pendant sept ans, jusqu'en 1978. Il profite d'un essor de l'économie, causé par la demande accrue de pétrole et de gaz naturel boliviens. Mais son régime dictatorial, soutenu par les États-Unis à cause de son anticommunisme, ne se maintient que parce qu'il est basé sur la police, l'armée et les milices d'extrême-droite. Les libertés individuelles sont abolies, la presse est censurée, les universités sont fermées et la répression de toute opposition est implacable, avec des arrestations massives, des déportations, de la torture et des assassinats.

1971, n° 505

1975, P.A. n° 326

Hugo Banzer

La poste bolivienne a commémoré en 2015 deux victimes de la répression de Banzer : le jeune étudiant de gauche Rainer Ibsen Cárdenas et son père, José Luis Ibsen Peña, le premier “disparu” en 1972, le deuxième en 1973.

2010, n° 1392
Deux des innombrables victimes de la présidence de Banzer : Rainer et José Luis Ibsen

Après la chute de Banzer, la Bolivie connaît pendant quatre ans un incroyable chaos, où les présidences et les juntes se succèdent à un rythme infernal. Chaque gouvernement survit quelques semaines ou quelques mois grâce à la répression et la terreur, la corruption, et le trafic international de la cocaïne.

Cela dure jusqu’en 1982, où l’on voit enfin se dérouler une élection présidentielle plus ou moins normale. Deux anciens présidents reviennent au pouvoir, d’abord Hernán Siles Zuazo (1982-1985), ensuite le vieux Victor Paz Estenssoro.

Zuazo doit faire face à une hyperinflation galopante, qui paralyse l’économie. Pour éviter une guerre civile, il démissionne en 1985. Son successeur, Victor Paz Estenssoro, essaie de redresser la situation en menant une politique de grande austérité, réduisant les dépenses, supprimant les protections sociales et privatisant les entreprises. L’économie se redresse, mais au détriment d’une forte chute du niveau de vie de la population.

Les trois présidents suivants sont Jaime Paz Zamora (centre-gauche, 1989-1993), Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-1997) et de nouveau… Hugo Banzer (1997-2001). Zamora a des liens très étroits avec les cartels de la cocaïne, Sánchez de Lozada, lui-même millionnaire, parvient à redresser un peu l’économie en multipliant les privatisations sans trop se soucier de la misère du peuple, tandis que Hugo Banzer essaie de se présenter sous un meilleur jour que lors de sa dictature de 1971 à 1978, en interdisant la culture du coca et en combattant les cartels de la drogue.

1994, n°s 854/855
Le président Gonzalo Sánchez de Lozada

D’août 2001 à janvier 2006, quatre présidents vont se succéder (Jorge Quiroga, à nouveau Gonzalo Sánchez de Lozada, Carlos Mesa et Eduardo Rodríguez), jusqu’à l’élection en 2006 d’Evo Morales.

Evo Morales, d'origine indienne, est un homme de gauche et syndicaliste. Il aura la présidence la plus longue de l'histoire de la Bolivie, de 2006 à 2019. Ne reniant pas ses origines, il soutient les revendications de la population indigène dont il réduit la pauvreté et l'analphabétisme. Il jouit longtemps d'une grande popularité, ce qui lui permet d'être réélu sans problèmes en 2009 et en 2014.

2006, n°s 1211/1213

2010, n°s 1378/1379 *2013, n° 1500*

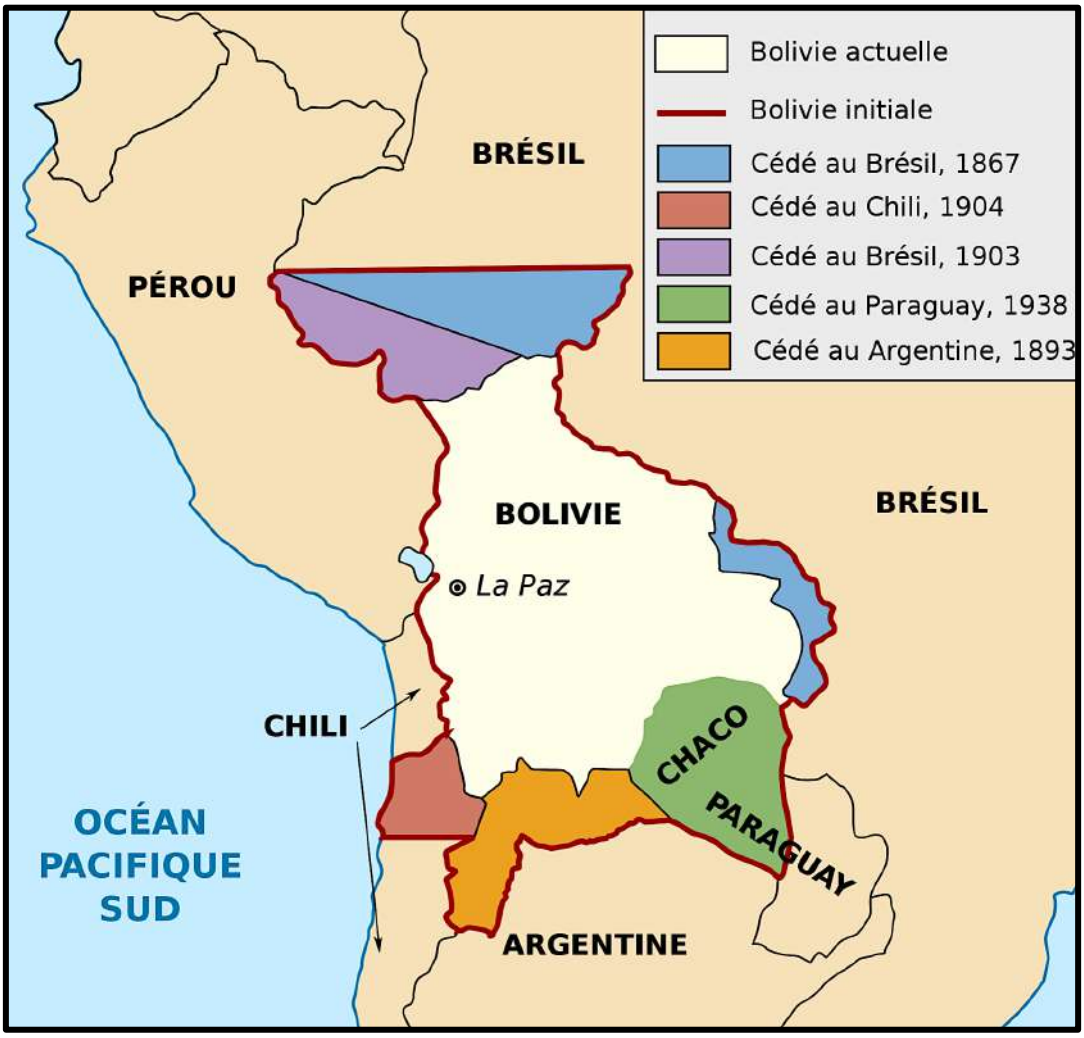
Le président Evo Morales

Il voit cependant sa popularité s'effriter à partir de 2016, surtout suite à quelques scandales dans sa vie privée et à certaines violations de la constitution. Les élections de 2019 lui donnent une victoire, mais la fraude électorale est manifeste, et il est contraint de démissionner en novembre 2019 et de partir en exil au Mexique, puis en Argentine.

En 2020, la présidente intérimaire est Jeanine Añez, qui est en 2020 confrontée à l'immense problème sanitaire provoqué par la crise du virus corona.

La carte ci-dessous démontre que la Bolivie n'a pas été heureuse dans ses relations internationales et dans ses conflits avec ses voisins. Elle a successivement perdu environ la moitié de son territoire :

- Des territoires vendus en 1867 au Brésil par le président Melgarejo, pour son propre profit.
- Une partie méridionale, faisant partie du plateau de l'Atacama, est cédée en 1893 à l'Argentine, en échange de la renonciation de l'Argentine sur la région de Tarija.
- Une partie cédée au Brésil en 1903 après la guerre de l'Acre.
- Un partie cédée en 1904 au Chili, lors de la signature du traité de paix qui mettait une terme définitif à la guerre du Pacifique.
- Une grande partie perdue au profit du Paraguay, après la guerre du Chaco.



Extrait de Wikipedia

Table des matières

Introduction	p. 2
I. L'époque précolombienne (…-1538).	p. 3
II. La domination espagnole (1538-1825).	p. 7
III. De l'indépendance à la guerre du Pacifique (1825-1879).	p. 22
IV. La guerre du Pacifique (1879-1883).	p. 27
V. De la guerre du Pacifique à la guerre du Chaco (1883-1932).	p. 30
VI. La guerre du Chaco (1932-1935).	p. 35
VII. La Bolivie moderne (1935-…).	p. 43

1901, n° 72 *1897, n° 53* *1912, n° 103*

Les armoiries de la Bolivie